Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
D'ALBERTVILLE

REGISTRE DU COMMERCE & DES SOCIETES
BP 125
73208 ALBERTVILLE CEDEX
Tél : 04.79.32.43.14
Fax : 04.79.37.47.78

RECEPISSE DE DEPOT

SCP ARMAND & CHAT

44 RUE CHARLES MONTREUIL
BP 157
73001 CHAMBERY CEDEX

DOSSIER TRAITÉ PAR

V/REF : OH/OA/DEP1
N/REF : 95 B 116 / 2008-A-1218

Le Greffier du Tribunal de Grande Instance D'ALBERTVILLE certifie qu'il a reçu le 14/05/2008,

Acte S.S.P. en date du 08/02/2008
- Cession de parts

Acte S.S.P. en date du 08/02/2008
- Cession de parts

Acte S.S.P. en date du 08/02/2008
- Cession de parts

Statuts mis à jour

Concernant la société

A.C.P.
Société à responsabilité limitée
ZONE ARTISANALE MARCOT
73270 BEAUFORT

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2008-A-1218 le 14/05/2008

R.C.S. ALBERTVILLE 400 395 083 (95 B 116)

Fait à ALBERTVILLE le 14/05/2008,

Le Greffier

Déposé au Greffe du Tribunal
de Grande Instance d'Albertville
le ..... sous le n° 1213.

14 MAI 20

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

Monsieur FERRARIS Patrick, né le 8 juillet 1952 à AIME,
demeurant 574 Rue des Communaux 73 200 GRIGNON,
veuf de Madame Marie-Ange OLIVIER, et non remarié
de nationalité française,

ci-après dénommé **"le cédant",**

d'une part,

Monsieur ALVAREZ Albin, né le 23 mars 1963 à ANGOULEME,
Demeurant Lieudit Clermont – 73460 CLERY,
Marié sous le régime légal de la communauté de biens
De nationalité française,

ci-après dénommée **"le cessionnaire",**

d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cessions de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Salins les Thermes du 13 Février 1996, il existe une Société à Responsabilité Limitée A.C.P., anciennement dénommée C.I.M.S. FRAISSARD, au capital de 90 0000 euros, divisé en 1 000 parts de 90 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, dont le siège est fixé Zone artisanale Marcot – 73270 BEAUFORT, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Albertville sous le numéro 400 395 083.

La Société A.C.P. a pour objet, en France et à l'étranger :
- L'activité de blanchisserie, nettoyage à sec, location de linge, achat pour revendre toutes lingeries confections et autres.
- l'activité de nettoyage, entretien, déblaiement et toutes prestations de services s'y rattachant directement ou indirectement notamment dans tous locaux à usage industriel, commercial, artisanal, d'habitation, individuels ou collectifs ou de tous matériels, machines, véhicules, bateaux, avions etc, ainsi que de tous chantiers ou sites industriels ou non,

- La fabrication et la pose de pièces chaudronnées ainsi que les travaux de maintenance et de serrurerie et de charpentes métalliques.

Le cédant possède sept cent cinquante (750) parts sociales de 90 euros chacune de valeur nominale de la Société A.C.P.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Patrick FERRARIS cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les trois cent trente trois (333) parts sociales de quatre vingt dix euros (90 €) chacune de valeur nominale, numérotées de 335 à 667, lui appartenant dans la Société A.C.P., de la manière suivante :

-à Monsieur Albin ALVAREZ, qui accepte, TROIS CENT TRENTE TROIS (333) parts sociales de QUATRE VINGT DIX euros (90 €) chacune de valeur nominale, numérotées de 335 à 667.

Monsieur Albin ALVAREZ devient propriétaire des parts cédées et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts à compter de ce jour.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

ARTICLE 2 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de QUARANTE SIX MILLE SIX CENT VINGT euros (46 620 €), soit CENT QUARANTE euros (140 €) par part sociale, que Monsieur Albin ALVAREZ a réglé à l'instant même par chèque de banque à Monsieur FERRARIS Patrick qui le reconnaît et en donne quittance sous réserve d'encaissement à bonne fin dudit chèque.

ARTICLE 3- DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant Monsieur FERRARIS Patrick déclare :

- qu'il est né le 8 juillet 1952 à AIME,
- qu'il est veuf, non remarié et non lié par un pacte civil de solidarité,
- qu'il est de nationalité française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
-que les parts sociales lui appartiennent personnellement

Le cessionnaire Monsieur Albin ALVAREZ déclare :

- qu'il est né le 23 mars 1963 à ANGOULEME,
- qu'il est marié sous le régime légal de la communauté de biens,
- qu'il est de nationalité française,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

ARTICLE 4 - AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L 223-16 du Code de Commerce et à l'article 13 des statuts, la cession de Monsieur FERRARIS Patrick à Monsieur Albin ALVAREZ a lieu au profit d'un tiers étranger à la société et nécessite donc l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Par décision unanime des associés du 19 novembre 2007, les associés de la société A.C.P. ont autorisé la régularisation des présentes et agréé Monsieur Albin ALVAREZ en qualité de nouvel associé.

ARTICLE 5 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF, ENGAGEMENT DE NON CONCURRENCE

Les parties soussignées conviennent expressément qu'aucune garantie d'actif et de passif, ni qu'aucun engagement de non concurrence, de non débauchage, et plus généralement du fait personnel, ne sont accordées au titre des cessions de parts, objet des présentes.

ARTICLE 6 - DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la Société A.C.P. est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 5% liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

46 620 euros – (23 000 euros x 333 / 1000) = 38961

ARTICLE 7 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil lors de la réitération de l'acte en date du 18 janvier 2008.

Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

ARTICLE 8 - FRAIS

Les frais et droits de l'acte de cession et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

ARTICLE 9 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les soussignés affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

ARTICLE 10 - DECHARGE

Les parties donnent décharge entière et définitive au rédacteur des présentes, de sa mission qui a consisté à transcrire fidèlement leurs conventions et le dégagent en outre de toute responsabilité en ce qui concerne l'exactitude de leurs déclarations et énonciations.

Les parties déclarent avoir fixé ensemble d'un commun accord et préalablement aux présentes, et sans l'intervention de l'Avocat rédacteur, le prix et les modalités principales des présents, le rédacteur se bornant dès lors à transcrire fidèlement leurs accords.

Les parties précisent à cet égard qu'elles ont choisi, d'un commun accord, de ne recourir pour la rédaction des présentes et des actes subséquents qu'à l'intervention d'un seul Avocat et avoir été parfaitement informées préalablement de la possibilité de recourir à l'intervention d'un Avocat par partie.

ARTICLE 11 – INTERVENTION DU CONJOINT DU CESSIONNAIRE

Madame Sophie ALVAREZ conjoint commun en biens de Monsieur Albin ALVAREZ apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient aux présentes et reconnaît

avoir été avertie en application de l'article 1832-2 du code civil de la présente acquisition et avoir reçu une information complète sur cette acquisition.

Elle déclare ne pas vouloir être personnellement associée et renonce pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à son conjoint pour la totalité des parts souscrites.

ARTICLE 12- INFORMATION

Les parties se reconnaissent informées des conséquences juridiques et fiscales des présentes.

Fait à BEAUFORT
~~Le 7 février 2007~~ 0 8 FEV. 2008
En sept exemplaires originaux

LE CEDANT
Monsieur Patrick FERRARIS

LE CESSIONNIAIRE
Monsieur Albin ALVAREZ

Bon pour renonciation
à la qualité d'associé

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES
ALBERTVILLE
Le 05/03/2008 Bordereau n°2008/213 Case n°12 Ext 889
Enregistrement : 1 948 € Pénalités :
Total liquidé : mille neuf cent quarante-huit euros
Montant reçu : mille neuf cent quarante-huit euros
L'Agent

M. Patrick PEIGNEY

DUPLICATA

Déposé au Greffe du Tribunal
de Grande Instance d'Albertville
le 14 MAI 2008 sous le n° 1218

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

Monsieur FERRARIS Patrick, né le 8 juillet 1952 à AIME,
demeurant 574 Rue des Communaux 73 200 GRIGNON,
veuf de Madame Marie-Ange OLIVIER, et non remarié
de nationalité française,

ci-après dénommé **"le cédant",**

d'une part,

Madame Caroline FAYDA, née le 30 août 1959 à ISTANBUL,
demeurant 574 Rue des Communaux 73 200 GRIGNON,
Célibataire non liée par un pacte civil de solidarité
De nationalité française,

ci-après dénommée **"le cessionnaire",**

d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cessions de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Salins les Thermes du 13 Février 1996, il existe une Société à Responsabilité Limitée A.C.P., anciennement dénommée C.I.M.S. FRAISSARD, au capital de 90 0000 euros, divisé en 1 000 parts de 90 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, dont le siège est fixé Zone artisanale Marcot – 73270 BEAUFORT, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Albertville sous le numéro 400 395 083.

La Société A.C.P. a pour objet, en France et à l'étranger :
- L'activité de blanchisserie, nettoyage à sec, location de linge, achat pour revendre toutes lingeries confections et autres.

OF RF

- l'activité de nettoyage, entretien, déblaiement et toutes prestations de services s'y rattachant directement ou indirectement notamment dans tous locaux à usage industriel, commercial, artisanal, d'habitation, individuels ou collectifs ou de tous matériels, machines, véhicules, bateaux, avions etc, ainsi que de tous chantiers ou sites industriels ou non,
- La fabrication et la pose de pièces chaudronnées ainsi que les travaux de maintenance et de serrurerie et de charpentes métalliques.

Le cédant possède sept cent cinquante (750) parts sociales de 90 euros chacune de valeur nominale de la Société A.C.P.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Patrick FERRARIS cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les trente quatre (34) parts sociales de quatre vingt dix euros (90 €) chacune de valeur nominale, numérotées de 301 à 334, lui appartenant dans la Société A.C.P., de la manière suivante :

-à Madame Caroline FAYDA, qui accepte, trente quatre (34) parts sociales de QUATRE VINGT DIX euros (90 €) chacune de valeur nominale, numérotées de 301 à 334.

Madame Caroline FAYDA devient propriétaire des parts cédées et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts à compter de ce jour.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

ARTICLE 2 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de QUATRE MILLE SEPT CENT SOIXANTE euros (4 760 €), soit CENT QUARANTE euros (140 €) par part sociale, que Madame Caroline FAYDA a réglé à l'instant même par chèque bancaire à Monsieur FERRARIS Patrick qui le reconnaît et en donne quittance sous réserve d'encaissement à bonne fin dudit chèque.

ARTICLE 3- DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant Monsieur FERRARIS Patrick déclare :

- qu'il est né le 8 juillet 1952 à AIME,
- qu'il est veuf, non remarié et non lié par un pacte civil de solidarité,
- qu'il est de nationalité française,

CF PF

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
-que les parts sociales lui appartiennent personnellement

Le cessionnaire Madame Caroline FAYDA déclare :

- qu'elle est née le 30 août 1959 à ISATANBUL,
- qu'elle est célibataire et non pacsée,
- qu'elle est de nationalité française,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

ARTICLE 4 - AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L 223-16 du Code de Commerce et à l'article 13 des statuts, la cession de Monsieur FERRARIS Patrick à Madame Caroline FAYDA a lieu au profit d'un tiers étranger à la société et nécessite donc l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Par décision unanime des associés du 19 novembre 2007, les associés de la société A.C.P. ont autorisé la régularisation des présentes et agréé Madame Caroline FAYDA en qualité de nouvel associé.

ARTICLE 5 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF, ENGAGEMENT DE NON CONCURRENCE

Les parties soussignées conviennent expressément qu'aucune garantie d'actif et de passif, ni qu'aucun engagement de non concurrence, de non débauchage, et plus généralement du fait personnel, ne sont accordées au titre des cessions de parts, objet des présentes.

ARTICLE 6 - DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la Société A.C.P. est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

CF PF

Il sera perçu un droit de 5% liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

4760 euros – (23 000 euros x 34 / 1000) = 3 978

ARTICLE 7 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil lors de la réitération de l'acte en date du 18 janvier 2008.

Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

ARTICLE 8 - FRAIS

Les frais et droits de l'acte de cession et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

ARTICLE 9 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les soussignés affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

ARTICLE 10 - DECHARGE

Les parties donnent décharge entière et définitive au rédacteur des présentes, de sa mission qui a consisté à transcrire fidèlement leurs conventions et le dégagent en outre de toute responsabilité en ce qui concerne l'exactitude de leurs déclarations et énonciations.

Les parties déclarent avoir fixé ensemble d'un commun accord et préalablement aux présentes, et sans l'intervention de l'Avocat rédacteur, le prix et les modalités principales des présents, le rédacteur se bornant dès lors à transcrire fidèlement leurs accords.

Les parties précisent à cet égard qu'elles ont choisi, d'un commun accord, de ne recourir pour la rédaction des présentes et des actes subséquents qu'à l'intervention d'un seul Avocat et avoir été parfaitement informées préalablement de la possibilité de recourir à l'intervention d'un Avocat par partie.

CF PF

ARTICLE 11- INFORMATION

Les parties se reconnaissent informées des conséquences juridiques et fiscales des présentes.

Fait à BEAUFORT
~~Le 7 février 2007~~ 08 FEV. 2008
En sept exemplaires originaux

LE CEDANT
Monsieur Patrick FERRARIS

LE CESSIONNIAIRE
Madame Caroline FAYDA

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES
ALBERTVILLE
Le 05/03/2008 Bordereau n°2008/213 Case n°11 Ext 888
Enregistrement : 198 € Pénalités :
Total liquidé : cent quatre-vingt-dix-huit euros
Montant reçu : cent quatre-vingt-dix-huit euros
L'Agent

M. Patrick PEIGNEY

Déposé au Greffe du Tribunal
de Grande Instance d'Albertville
le 14 MAI 2008 sous le n° 1213.

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES
ALBERTVILLE
Le 05/03/2008 Bordereau n°2008/213 Case n°13 Ext 890
Enregistrement : 485 €
Pénalités :
Total liquidé : quatre cent quatre-vingt-cinq euros
Montant reçu : quatre cent quatre-vingt-cinq euros
L'Agent

M. Patrick PERGNEY

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

Monsieur FERRARIS Patrick, né le 8 juillet 1952 à AIME,
demeurant 574 Rue des Communaux 73 200 GRIGNON,
veuf de Madame Marie-Ange OLIVIER, et non remarié
de nationalité française,

ci-après dénommé **"le cédant",**

d'une part,

Madame DESBIOLLES Christelle, née le 24 mai 1969 à CHAMBERY,
Demeurant Route de Randens Le Puy – 73220 AITON,
Mariée sous le régime de la séparation de biens
de nationalité française,

ci-après dénommée **"le cessionnaire",**

d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cessions de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Salins les Thermes du 13 Février 1996, il existe une Société à Responsabilité Limitée A.C.P., anciennement dénommée C.I.M.S. FRAISSARD, au capital de 90 0000 euros, divisé en 1 000 parts de 90 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, dont le siège est fixé Zone artisanale Marcot – 73270 BEAUFORT, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Albertville sous le numéro 400 395 083.

La Société A.C.P. a pour objet, en France et à l'étranger :
- L'activité de blanchisserie, nettoyage à sec, location de linge, achat pour revendre toutes lingeries confections et autres.
- l'activité de nettoyage, entretien, déblaiement et toutes prestations de services s'y rattachant directement ou indirectement notamment dans tous locaux à usage industriel, commercial, artisanal, d'habitation, individuels ou collectifs ou de tous matériels, machines, véhicules, bateaux, avions etc, ainsi que de tous chantiers ou sites industriels ou non,
- La fabrication et la pose de pièces chaudronnées ainsi que les travaux de maintenance et de serrurerie et de charpentes métalliques.

Le cédant possède sept cent cinquante (750) parts sociales de 90 euros chacune de valeur nominale de la Société A.C.P.

DC
PF

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Patrick FERRARIS cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les QUATRE VINGT TROIS (83) parts sociales de 90 euros chacune de valeur nominale, numérotées de 668 à 750, lui appartenant dans la Société C.I.M.S., de la manière suivante :

- à Madame Christelle DESBIOLLES, qui accepte, QUATRE VINGT TROIS (83) parts sociales de 90 euros chacune de valeur nominale, numérotées de 668 à 750.

Madame Christelle DESBIOLLES devient propriétaire des parts cédées et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts à compter de ce jour.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

ARTICLE 2 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de ONZE MILLE SIX CENT VINGT euros (11 620 €), soit CENT QUARANTE EUROS (140 €) par part sociale, que Madame Christelle DESBIOLLES a réglé à l'instant même par chèque bancaire à Monsieur Patrick FERRARIS qui le reconnaît et en donne quittance sous réserve d'encaissement à bonne fin dudit chèque.

ARTICLE 3 - DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant Monsieur FERRARIS Patrick déclare :

- qu'il est né le 8 juillet 1952 à AIME,
- qu'il est veuf, non remarié et non lié par un pacte civil de solidarité,
- qu'il est de nationalité française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
-que les parts sociales lui appartiennent personnellement

Le cessionnaire Madame DESBIOLLES Christelle déclare :
- qu'elle est née le 24 mai 1969 à CHAMBERY,
- qu'elle est mariée sous le régime de la séparation de biens
- qu'elle est de nationalité française,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

DC
PF

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

ARTICLE 4 - AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-16 du Code de Commerce et à l'article 13 des statuts, la cession de Monsieur FERRARIS à Madame DESBIOLLES a lieu entre associés et ne nécessite donc pas l'agrément des associés.

ARTICLE 5 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF, ENGAGEMENT DE NON CONCURRENCE

Les parties soussignées conviennent expressément qu'aucune garantie d'actif et de passif, ni qu'aucun engagement de non concurrence, de non débauchage, et plus généralement du fait personnel, ne sont accordées au titre des cessions de parts, objet des présentes.

ARTICLE 6 - DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la Société A.C.P. est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 5% liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

11 620 euros – (23 000 euros x 83 / 1000) = 9711

ARTICLE 7 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil lors de la réitération de l'acte en date du 18 janvier 2008.
Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

DC
BF

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

ARTICLE 8 - FRAIS

Les frais et droits de l'acte de cession et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

ARTICLE 9 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les soussignés affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

ARTICLE 10 - DECHARGE

Les parties donnent décharge entière et définitive au rédacteur des présentes, de sa mission qui a consisté à transcrire fidèlement leurs conventions et le dégagent en outre de toute responsabilité en ce qui concerne l'exactitude de leurs déclarations et énonciations.

Les parties déclarent avoir fixé ensemble d'un commun accord et préalablement aux présentes, et sans l'intervention de l'Avocat rédacteur, le prix et les modalités principales des présents, le rédacteur se bornant dès lors à transcrire fidèlement leurs accords.

Les parties précisent à cet égard qu'elles ont choisi, d'un commun accord, de ne recourir pour la rédaction des présentes et des actes subséquents qu'à l'intervention d'un seul Avocat et avoir été parfaitement informées préalablement de la possibilité de recourir à l'intervention d'un Avocat par partie.

ARTICLE 11- INFORMATION

Les parties se reconnaissent informées des conséquences juridiques et fiscales des présentes.

Fait à BEAUFORT

~~Le 7 février 2007~~

0 8 FEV. 2008 En sept exemplaires originaux

LE CEDANT
Monsieur Patrick FERRARIS

LE CESSIONNIAIRE
Madame Christelle DESBIOLLES

Déposé au Greffe du Tribunal
de Grande Instance d'Albertville
le 14 MAI 2008 sous le n° 1218

A.C.P

Société à responsabilité limitée

au capital de 90 000 euros

Siège social : Zone artisanale Marcot

73270 BEAUFORT

400395083 RCS ALBERTVILLE

STATUTS

MIS A JOUR CONSECUTIVEMENT AUX ACTES DE CESSION DE PARTS SOCIALES EN DATE DU 8 FEVRIER 2008

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'activité de blanchisserie, nettoyage à sec, location de linge, achat pour revendre toutes lingeries confections et autres.
- l'activité de nettoyage, entretien, déblaiement et toutes prestations de services s'y rattachant directement ou indirectement notamment dans tous locaux à usage industriel, commercial, artisanal, d'habitation, individuels ou collectifs ou de tous matériels, machines, véhicules, bateaux, avions etc, ainsi que de tous chantiers ou sites industriels ou non,
- La fabrication et la pose de pièces chaudronnées ainsi que les travaux de maintenance et de serrurerie et de charpentes métalliques.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et plus généralement, toutes les opérations, de quelque nature qu'elles soient,juridiques, économiques et financières, civiles, commerciales, se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous les autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **A.C.P.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **Zone artisanale Marcot, 73270 BEAUFORT**.

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté en numéraire préalablement à la constitution de la société :

Monsieur Patrick FERRARIS- la somme de cinquante mille francs	50 000 Francs
Mademoiselle Christelle FERRARIS la somme de vingt cinq mille francs	25 000 Francs
Madame Christelle DESBIOLLES- la somme de vingt cinq mille francs	25 000 Francs
	100 000 Francs

Par Assemblée générale extraordinaire du 27 Septembre 2001, il a été procédé à une augmentation du capital social par élévation de la valeur nominale de chaque part, d'un montant de 107.334,95 Francs, le complément de 122.250,00 Francs étant prélevé sur la réserve prévue à l'article 219 I du CGI, pour porter le capital à 590.361,30 Francs soit 90.000,00 Euros.

Par assemblée générale extraordinaire en date du 19 Novembre 2007 les associés de la société ont agréé Monsieur Albin ALVAREZ comme nouvel associé. A l'occasion de l'arrivée dans la société de ce nouvel associé, les associés ont modifié leur participation dans le capital de sorte qu'il est réparti à ce jour comme il figure à l'article 7des présents statuts.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quatre-vingt-dix mille euros (90 000 euros).

Il est divisé en 1000 parts sociales de 90 euros chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de **QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (90.000 €)**
Il est divisé en **mille parts égales de quatre vingt dix Euros (90 €) chacune**, numérotées de 1 à 1.000 intégralement libérées, intégralement souscrites et attribuées aux associés comme suit :

- Monsieur Patrick FERRARIS
A concurrence de 300 parts sociales, ci **300 parts**
numérotées de 1 à 300 inclus

- Madame Caroline FAYDA
A concurrence de 34 parts sociales, ci **34 parts**
Numérotées de 301 à 334

- Monsieur Patrick ALVAREZ
A concurrence de 333 parts sociales, ci **333 parts**
Numérotées de 335 à 667

- Mme DESBIOLLES Christelle,
A concurrence de 333 parts sociales, ci **333 parts**
Numérotées de 668 à 1 000

Total égal au nombre de parts composant le capital social soit MILLE parts **1000 parts**

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3. Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - EMISSION D'OBLIGATIONS

Si la Société est tenue, en vertu des dispositions légales, d'avoir un Commissaire aux Comptes et que les comptes des trois derniers exercices de douze mois ont été régulièrement approuvés par les

associés, elle peut, sans faire appel public à l'épargne, émettre des obligations nominatives conformément à l'article L. 223-11 du Code de commerce. Ce sont des titres négociables qui, dans une même émission, confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale.

L'émission d'obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires.

Lors de chaque émission d'obligations, la Société doit mettre à la disposition des souscripteurs une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information.

Le prix d'émission est payable en totalité à la souscription, soit par versement en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, dans les conditions déterminées par l'assemblée générale des associés.

Les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte dans les registres de la Société.

Les obligataires sont groupés, dans les conditions fixées par la loi, en une masse jouissant de la personnalité morale. A l'issue de la souscription, ils se réuniront en assemblée générale distincte de celle des associés de la Société, à la diligence de la gérance, aux fins de désigner, dans le respect des règles fixées par les articles L. 228-48 et L. 228-49 du Code de commerce, leurs représentants qui ne pourront en aucun cas excéder trois. En cas d'urgence, les représentants de la masse peuvent être désignés par décision de justice à la demande de tout intéressé.

ARTICLE 12 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt

au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient tant pour les décisions collectives extraordinaires que pour les décisions collectives ordinaires à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 15 -CESSION - TRANSMISSION - LOCATION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société.

A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues

ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant.

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

La transmission des parts sociales de l'associé décédé n'est pas soumise à l'agrément des associés survivants.

Pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur état civil et de leurs qualités héréditaires auprès de la gérance qui peut toujours requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

4. Dissolution de communauté du vivant de l'associé.

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

5 - Location des parts sociales.

La location des parts sociales est interdite.

ARTICLE 16 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

ARTICLE 17 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés

sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, mettre en location gérance le fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification par les associés statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par le Président du Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de cessation des fonctions du gérant pour quelque cause que ce soit, la mention de son nom dans les statuts peut être supprimée à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

Le premier gérant de la société est Monsieur FERRARIS Patrick, lequel déclare accepter la fonction qui lui est confiée et affirme n'être atteint d'aucune incompatibilité ou interdiction s'opposant à sa nomination.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :
- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

En cas de décès du gérant unique, le Commissaire aux Comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement, dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, lorsque l'assemblée est convoquée, en raison du décès du gérant unique, par le Commissaire aux Comptes ou un associé, le délai est réduit à huit jours.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé ou en cas de décès de l'associé-gérant unique, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :
- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

ARTICLE 23 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, **qui commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.**

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 25 -AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 26 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Statuts mis à jour consécutivement aux actes de cession de parts en date du 8 février 2007.

Certifié conforme
La Gérance